

« Votre parole compte »

Synthèse du Tour de France des quartiers populaires 2024



Sommaire



Éditorial de Gilles Leproust	3
Éditorial de Tarik Touahria	4
Éditorial d'Abdellah Boudour	5
Votre parole compte : l'expression des citoyens des quartiers populaires	6
1 ^{ère} étape : Épinay-sous-Sénart	12
2 ^{ème} étape : Bagneux	16
3 ^{ème} étape : Allonnes	20
4 ^{ème} étape : Colombes	24
5 ^{ème} étape : Cachan	28
6 ^{ème} étape : Le Kremlin-Bicêtre	32
7 ^{ème} étape : Marseille	36
8 ^{ème} étape : Trappes	40

Éditorial

Gilles Leproust,
président de l'association des maires
Ville & Banlieue de France

En début d'été 2023, après la mort du jeune Nahel, les quartiers s'embrasaient. Derrière des actions violentes, il fallait également traduire des gestes de désespérance, de rejet de l'autorité... des appels au secours.

Notre association au cours de la célébration de ses 40 ans en octobre 2023 a lancé un appel intitulé « *Faisons République Ensemble. Nos quartiers ne sont pas le problème, ils sont la solution* ».

Le Président de la République s'était engagé à apporter des réponses avec son gouvernement. Des réunions ont eu lieu, un conseil interministériel s'est tenu. Il faut bien le dire, les réponses apportées sont en grand décalage avec la réalité et les urgences du terrain.

Les conséquences de ce déficit de réponses concrètes se traduisent ces dernières semaines par de nouveaux morts dans les quartiers avec au cœur un trafic de drogue « en explosion ».

Une caractéristique, comme lors des événements de l'été dernier, est la jeunesse des protagonistes.

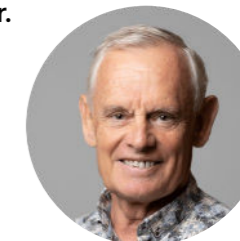
Il y a urgence à écouter les acteurs du terrain - habitants, associatifs, élus - pour être au niveau des enjeux. Ne laissons pas la désespérance l'emporter avec tous ses dangers. Les dernières élections européennes et législatives en sont malheureusement une illustration.

Toutes ces raisons ont conduit notre association en partenariat avec la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France et avec l'association Force des mixités à organiser des dictées géantes, appelées "La dictée pour tous" dans une dizaine de villes populaires. Notre volonté commune était de laisser la parole aux habitants afin qu'ils expriment leur ressenti et leurs solutions après les émeutes de 2023.

Ce recueil rassemble leurs voix et sera remis au Président de la République.

Nous ne voulons pas être des spectateurs de la situation, mais des acteurs avec des propositions. Cette initiative a pour objectif d'y contribuer.

Gilles LEPROUST
Président de l'association des maires
Ville & Banlieue de France



association des maires
VILLE & BANLIEUE
de France

Éditorial

Tarik Touahria,
président de la Fédération des Centres
sociaux et socioculturels de France
(FCSF)

Qu'est-ce que les habitants ont à dire de leur vie, des territoires dans lesquels ils et elles vivent ?

Alors que profusion de rapports et études parlent des quartiers populaires, la parole des personnes qui y vivent en est très souvent absente, comme si elle avait moins de valeur.

La FCSF et le réseau des centres sociaux portent dans leur ADN une approche fondamentalement différente : la vie de la cité, la construction des politiques publiques ne doivent pas se concevoir sans que les premier.es concerné.es en soient des acteurs centraux.

La démarche « Votre parole compte », proposée par Ville & Banlieue et à laquelle la FCSF s'est associée, fait ainsi directement écho à d'autres portées depuis plus de 10 ans par notre réseau, notamment avec le rapport paroles d'habitant.es des quartiers populaires.

Et alors que politiques, chercheurs, journalistes, acteurs intermédiaires, se sont beaucoup exprimés après les révoltes urbaines de juin 2024, il paraissait essentiel de pouvoir, enfin, revenir à l'essentiel : la parole des habitant.es.

Tarik TOUAHRIA
Président de la Fédération des Centres
sociaux et socioculturels de France



Éditorial

Abdellah Boudour,
fondateur de la Dictée pour tous

La force d'une tournée citoyenne pour redonner la parole aux quartiers.

La tournée des dictées géantes et des débats citoyens, qui s'est déployée dans les quartiers populaires de toute la France, laisse derrière elle un bilan plus que positif. À une période où ces territoires ressentent durement les effets d'injustices sociales et économiques, cette initiative a permis de créer des espaces de parole essentiels. Au-delà des mots, elle a donné aux habitants l'opportunité de s'exprimer sur les réalités qu'ils vivent et les défis qu'ils affrontent chaque jour, souvent dans l'ombre de la société.

Ces échanges ont permis de mettre en lumière des problématiques variées, parfois invisibles, et de donner une voix à celles que l'on oublie trop souvent : les femmes et les filles des quartiers populaires, qui, bien que très investies dans leur communauté, ne sont pas toujours au cœur des revendications.

L'impact de cette tournée va bien au-delà de l'événement ; elle est un véritable souffle de dignité et de solidarité dans des quartiers souvent stigmatisés. Les habitants ont pu partager leurs espoirs, mais aussi leurs colères et leurs aspirations, se sentant écoutés et respectés.

Cette initiative, soutenue par Ville & Banlieue et leur réseau national, nous rappelle combien il est urgent de renforcer les liens entre les territoires et de porter une attention accrue aux voix trop souvent étouffées par le bruit des crises. Un immense merci à toutes celles et ceux qui ont contribué à cette tournée qui démontre que l'union citoyenne et l'écoute mutuelle sont des outils puissants face aux inégalités.

Abdellah BOUDOUR
Président de la Dictée pour tous



« Votre parole compte »

L'expression des citoyens des quartiers populaires

« On ne sait pas comment faire pour Parcoursup, on ne connaît pas les orientations et on ne peut pas aider nos enfants. Le lycée ne vous aide pas assez ».

Une habitante de Colombes

Donner la parole aux habitants et acteurs des quartiers qui ont été touchés par les révoltes urbaines de juin 2023. C'est cette initiative qu'a prise l'association Ville & Banlieue, en partenariat avec La Dictée pour tous et la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France. Les tours de parole se sont déroulés tout au long des mois de mai et de juin, à l'approche de l'anniversaire des émeutes.

Cet événement itinérant est né de la volonté de l'association des maires Ville & Banlieue à faciliter la parole des citoyens des quartiers populaires et de la faire parvenir au Président de la République. Intimement convaincus que les banlieues ne sont pas le problème, mais la solution, les maires et élus adhérents ont souhaité porter la parole de leurs habitants.

Plus de 1200 participants ont fait part, à l'occasion d'une dictée citoyenne suivie d'un débat, de la façon dont ils ont vécu les révoltes urbaines de l'été 2023, de leur ressenti sur la façon dont ils sont considérés, de leurs préoccupations actuelles et des solutions qu'ils aimeraient proposer pour améliorer les choses.



Un an après, les émeutes toujours présentes dans les esprits

Le 27 juin 2023, Nahel Merzouk perdait la vie à Nanterre suite à un contrôle de police, déclenchant dix jours de révoltes urbaines sur l'ensemble du territoire. Ces événements violents et soudains ont durablement marqué les habitants des quartiers populaires où ils se sont déroulés.

Une violence qui laisse des traces

Que ce soit dans l'espace public, en raison des dégradations, ou dans les esprits, le souvenir des émeutes est encore vif dans les quartiers populaires. Le sentiment de peur et d'insécurité ressenti durant ces dix journées n'a pas complètement disparu. La violence des révoltes, la dégradation d'équipements publics utiles aux habitants, la jeunesse des émeutiers questionnent et impactent aujourd'hui encore le quotidien des habitants. Tout n'a pas été reconstruit et les raisons de fond de la colère demeurent. Quant à la réponse sécuritaire apportée par les pouvoirs publics, elle est très éloignée des besoins et attentes exprimés par les habitants qui redoutent qu'un tel scénario se répète.

« Cela fait peur, car cela peut exploser de nouveau à tout moment ».

Un habitant de Cachan

Un fossé intergénérationnel qui s'est creusé

Les habitants des quartiers populaires ont été marqués par l'extrême jeunesse des émeutiers et par un sentiment d'impossibilité de dialogue avec eux. Les réseaux sociaux ont servi de catalyseur à une colère et un sentiment de déclassement : les jeunes s'inspirant de ce qui arrivait dans d'autres quartiers pour agir dans leur propre ville. Les habitants ont le sentiment que ces jeunes ignorent les conséquences négatives de leurs actions sur la communauté, parmi lesquels, en premier lieu, la destruction de commerces et d'équipements publics que fréquentent leurs familles.

« Cela a été un traumatisme de vivre les incendies dans la nuit. Cela avait un côté comme à la télévision ».

Un habitant d'Allonnes



Face à la jeunesse des émeutiers, la question de la parentalité a également émergé : Que faisaient ces mineurs dehors alors qu'il faisait nuit ? Que faisaient leurs parents ? Comment accompagner, outiller ces derniers pour qu'ils assurent leur responsabilité de parents ? Quel rôle et quels moyens donner à l'école ?

La parole des Centres sociaux et socioculturels de France



La jeunesse, l'éducation

Les jeunes de quartiers sont souvent considérés, médiatiquement et politiquement, comme un « problème ». Cependant, lorsqu'ils parlent des jeunes de leurs quartiers, les habitant.es évoquent volontiers les problèmes des jeunes : le cumul des difficultés économiques, scolaires, professionnelles et la stigmatisation. Cela constitue un contexte particulièrement violent pour grandir dans les quartiers populaires.

La jeunesse qui s'exprime dans les rencontres paroles d'habitant.es lance ainsi un appel à une meilleure compréhension de leur situation par les adultes. Elle le résume ainsi : « *ils ne savent pas ce qu'on pense* ». Malgré cela, elle s'engage, de manière parfois spontanée, comme lorsque durant la crise du COVID des jeunes de divers quartiers se sont mis à organiser des visites ou encore des distributions de colis alimentaires pour contrer l'isolement des résident.es plus âgées. Ce n'est pas parce qu'ils se tiennent plus en retrait loin des espaces plus organisés de la politique ou encore du monde associatif que les jeunes ne se mobilisent pas, au contraire !

Face à un environnement difficile, explosif, les jeunes veulent agir, avec et pour leur quartier. Comme l'illustre cet habitant du quartier des Coteaux à Mulhouse : « *Pour les habitants du quartier, et surtout pour les jeunes, il y a un feu qui brûle. Ce feu, c'est à nous de le faire vivre de manière positive* ».

L'éducation, rôle des parents

Face au discours sur les « *parents démissionnaires* », les témoignages de parents parfois en difficulté, débordés, mais toujours soucieux pour leurs enfants, nous rappellent que ce serait faire porter un poids bien trop large sur leurs épaules que de les tenir pour seuls responsables du parcours de leurs enfants. Le décrochage scolaire, par exemple, est analysé par certains habitant.es et par des jeunes eux-mêmes comme la résultante d'un manque d'accompagnement. Une lycéenne d'une banlieue de Bordeaux pointe du doigt des périodes cruciales dans le parcours des jeunes : « *Je pense qu'on devrait plus les suivre et dans ces périodes-là qui sont très importantes : fin du collège, fin du lycée.* »

C'est tout l'environnement des jeunes qui joue, qui peut entraîner vers le bas ou au contraire qui peut aider, accompagner, qu'il s'agisse des professeur.es, des éducateur.ices, des associations, de la famille proche ou éloignée, des amis-es ou encore des voisin.es. Des pistes sont évoquées, telles que l'échange entre générations, pour sortir de spirales négatives. Comme l'indique un habitant, pour reprendre la célèbre formule : « *Il faut tout un quartier pour éduquer un enfant* ».

Une solidarité qui s'est aussi faite jour

Dans ce contexte de violence, la majorité des habitants des quartiers populaires soulignent la solidarité qui s'est manifestée : entre habitants, avec les personnels de l'Éducation nationale, avec les parents, avec les services et élus municipaux. Solidarité du quotidien pour faire face aux dégradations. Solidarité pour renouer le dialogue avec les jeunes et les sensibiliser au respect des espaces de vie partagés.

« On occupait l'espace pour leur dire que c'était l'espace de tous les habitants qu'ils détruisaient et qu'ils pénalisaient ainsi leurs famille (parents, frères et sœurs) qui allaient galérer pour aller à l'école ou au travail, aux équipements municipaux. L'objectif était de leur faire avoir une prise de conscience. Je ne suis pas sûre que cela ait beaucoup porté, mais le peu de jeunes touchés et de mamans qui se sont prises en main est une victoire ».

Une habitante du centre-ville d'Épinay-sous-Sénart

Un double sentiment d'abandon et de stigmatisation

Suite aux révoltes urbaines, à leur traitement médiatique et aux réponses apportées par les pouvoirs publics, les habitants des quartiers populaires expriment un sentiment d'incompréhension et d'abandon. Victimes de ces émeutes, ils se sont parfois sentis montrés du doigt et oubliés dans les réponses, apportées tardivement et principalement sécuritaires, qui ont été apportées. Les sensations de déclassement, de stigmatisation et d'abandon ont été plusieurs fois évoquées à l'occasion des différentes étapes du Tour de France. Elles alimentent une méfiance envers les institutions et un sentiment de frustration lié à l'absence de solutions durables apportées.

Le focus médiatique intense réalisé durant l'été 2023 leur semble également avoir renforcé une certaine image des quartiers, qui ne correspond pas à la réalité. Les habitants s'accordent sur la violence des événements, mais ils expriment également le fait que des initiatives et actions positives existent dans leurs quartiers. Une vraie solidarité s'y exprime. Les émeutes sont la traduction d'une colère, d'un mal-être, mais elles ne doivent pas occulter le vivier d'énergie et de solutions que sont les quartiers populaires.

Par les pouvoirs publics

Le sentiment global est celui d'une déconnexion importante et d'une méconnaissance, de la part de l'État, de la réalité de terrain et de la vie quotidienne dans les quartiers populaires.



« Comme tous les Français, j'attends de mon pays qu'il offre une véritable perspective d'avenir à nos enfants. Un vrai emploi, une vraie rémunération décente et aussi une qualité de vie agréable ! »

Un habitant de Bagneux

La réponse apportée par l'État, dans les semaines suivant les révoltes, a été perçue comme une stigmatisation des quartiers populaires et de leurs habitants sans réelle solution de fond apportée. Si les habitants souhaitent plus de tranquillité et de sécurité dans leurs quartiers, ils sont toutefois convaincus qu'une approche préventive, de dialogue et de proximité doit prévaloir pour, notamment, repenser la relation entre la police et la population, notamment avec les jeunes. La préoccupation quant à l'avenir de leurs enfants est prégnante pour les habitants des quartiers populaires.

« Il ne faut pas être étonné lorsque plus personne ne vote... Plus personne ne se reconnaît dans la politique ».

Une habitante du Kremlin-Bicêtre

« Ils sont à 1000 lieues de la vie réelle des Français ».

Un habitant de Cachan

Par la société

De façon générale, les habitants ont exprimé leur ressenti sur une société qui les met à l'écart et les pointe parfois du doigt. Les inégalités se creusent et les discriminations sont toujours d'actualité. Le sentiment partagé est celui d'une banalisation du racisme, un racisme décomplexé qui s'exprime sur les réseaux sociaux et dans certains médias.

« Ces révoltes étaient tout simplement une réponse à un problème qui aurait dû être résolu depuis des années. Le racisme existe toujours malgré la laïcité. L'Etat ne mise pas sur l'éducation et la prise en considération des habitants des quartiers populaires ».

Un habitant de Bagneux

Les habitants se sentent abandonnés face à cette stigmatisation et croient en la vertu du dialogue et de l'éducation pour la combattre. Ils sont également plusieurs à avoir exprimé le souhait que ces actes racistes et discriminations soient plus sévèrement et automatiquement punis.

La parole des Centres sociaux et socioculturels de France

Le lien aux institutions

Les relations complexes entre les habitant.es de quartiers populaires et les institutions (élus, collectivités, bailleurs, école, police...) sont systématiquement posées par les habitants, depuis la première édition du rapport Paroles d'habitant.es des quartiers populaires (2011). Une même demande de considération des habitant.es par les différentes strates des pouvoirs politiques, économiques et judiciaires est ainsi formulée.

Face à ces demandes répétées d'une meilleure écoute, d'une plus grande confiance, les dispositifs de concertation sont légion dans les quartiers populaires. Conseils de quartier, conseils citoyens, réunions publiques autour des projets de rénovation urbaine... la politique de la ville est un véritable laboratoire de la participation. Cependant, lorsque la participation est évoquée lors de rencontres avec les habitant.es, la première réaction est bien souvent l'incrédulité : peu de gens connaissent les dispositifs participatifs, et, pour celles et ceux qui participent, le sentiment de déception prime souvent, comme l'indique cette habitante de Villepinte : « Les réunions de quartier, quand on y va et qu'on est pas écoutés, au bout d'un moment, on se dit que c'est bon quoi ! »



« Le racisme, c'est quand des personnes ont le droit de faire quelque chose et d'autres pas, ce qui les met en colère. Nous n'avons pas les mêmes droits ».

Anas, Cachan (8 ans)



Un besoin réaffirmé de sécurité, de services publics et d'acteurs de terrain

Les habitants des quartiers populaires partagent une communauté de vue sur les solutions à apporter pour améliorer leur quotidien et faire en sorte que de tels événements ne se reproduisent pas : des solutions de proximité s'appuyant sur l'humain et le dialogue.

Une police de proximité

Une présence policière plus importante est attendue par la population : une présence quotidienne et préventive. Une police de quartier qui connaisse les acteurs, notamment associatifs, et qui échange au quotidien avec ses habitants et sa jeunesse. Renouer le dialogue et rapprocher l'institution policière des citoyens est un enjeu qu'appellent de leurs vœux les habitants des quartiers populaires.

« On veut voir des policiers qui patrouillent, qui nous parlent, pas juste des forces de l'ordre qui viennent quand ça chauffe ».

Un habitant de Trappes

Des éducateurs et médiateurs de terrain

Autres acteurs de terrain qui font leur preuve, mais ont vu leurs effectifs drastiquement réduits ces dernières années : les éducateurs et médiateurs de terrain. Ces derniers, souvent salariés d'associations, sont au contact des jeunes, dialoguent et peuvent déminer certaines situations. Ils sont un acteur important du dialogue citoyen. Leur présence contribue également à prévenir la délinquance, accompagner les parcours éducatifs et sociaux des jeunes et à renforcer la cohésion à l'échelle du quartier. Les habitants sont conscients de leur rôle et souhaitent les voir plus nombreux sur le terrain.

La question de l'éducation a été au cœur de nombreux échanges tout au long du Tour de France. Il s'agit de la première préoccupation des habitants qui s'inquiètent pour l'avenir de leurs enfants. Le manque de moyens alloués à l'Éducation nationale a notamment été souligné, ainsi que le fait que l'école ne peut pas tout faire.

L'implantation de services publics et de commerces

Les habitants expriment des attentes fortes et légitimes concernant l'implantation de services publics et de commerces dans leurs quartiers. Ils souhaitent avoir le même accès que le reste de la population française à des services essentiels à leur quotidien : santé, démarches administratives, éducation, équipements sportifs et culturels. Le souhait d'une offre diversifiée et de qualité de commerces de proximité émerge également dans des quartiers où ces derniers ont fermé suite aux émeutes et n'ont pu rouvrir leurs portes.

« Il faut donner des outils aux habitants pour qu'ils puissent vraiment s'impliquer ».

Un habitant de Bagneux

« L'Éducation nationale ne peut pas répondre aux attentes et difficultés des enfants car elle n'a pas de moyens suffisants donnés par l'État ».

Une habitante d'Allonnes

Une volonté de s'engager et faire valoir les bonnes pratiques des quartiers

Au-delà de ce que les habitants des quartiers populaires attendent de l'État et des pouvoirs publics, ils expriment également une volonté de s'engager et d'agir au cœur de leur quartier pour que les choses changent. Certains ont été au-devant des émeutiers pour dialoguer et les sensibiliser au fait que les dégradations causées impactaient en premier lieu leurs familles et leurs voisins. D'autres lancent des initiatives locales pour favoriser l'emploi, la pratique du sport ou développer le vivre ensemble.

« L'État laisse peu à peu, faute de moyens nécessaires, se déliter des services publics (école, santé, justice, transports publics, voirie...) et les quartiers populaires en sont les premières victimes »

Un habitant de Bagneux

Ces initiatives ne sont pas toujours reconnues, ni valorisées à leur juste valeur, alors qu'elles pourraient inspirer d'autres territoires.

Autre aspect, l'importance du vivre ensemble et de l'accompagnement qui devrait être proposé aux habitants pour leur permettre de s'engager davantage dans la vie de leur quartier.

La parole des Centres sociaux et socioculturels de France

Le cadre de vie

La perception par les habitant-es de la qualité de leur cadre de vie peut être bien différente d'un quartier à l'autre, que ce soit en termes de services proposés, de propreté de l'espace public ou encore de qualité de l'environnement. Dans les territoires plus denses et attractifs, la mobilité et la présence de services et d'activités se fait ressentir, comme l'indique cette habitante d'Argenteuil : « Nous, on n'a pas besoin de se déplacer beaucoup : on a la Poste, le Monoprix, le marché... il y a tout ce qu'on veut ». A l'inverse, dans des quartiers plus éloignés, dans des régions moins attractives, la situation semble s'empirer ces dernières années. Les services publics et les commerces privés qui ferment l'un après l'autre laissent un vide. A Allonnes, « la poissonnerie, le fleuriste, le cabinet radiologie... tout ça a fermé. Tous ces gens sont partis. On manque de chaleur humaine ». Sans services sur place, la question de la mobilité devient encore plus centrale. Or, bien souvent, celle-ci se dégrade également, comme dans certains quartiers d'Audincourt où les habitant-es expliquent que le bus ne passe plus qu'un bus, qui passe toutes les 45 minutes. Perte de services et manque de transports publics forment ainsi un mélange propice à l'isolement de certains quartiers, et un sentiment de relégation qui s'accroît depuis quelques années.



« Le sport permet de faire du collectif en commun avec un cadre et des règles. Il devrait être développé partout, y compris à l'école ».

Une habitante d'Allonnes



La parole des Centres sociaux et socioculturels de France

L'engagement dans les quartiers

« Engagé.es ! » est le titre de la dernière édition du rapport « paroles d'habitant.es » paru en 2023. Malgré le sentiment de relégation, malgré l'impression de ne pas être entendus, nombreux sont ceux et celles qui s'engagent dans et pour leur quartier. Ces engagements, souvent passés sous silence derrière les mouvements plus organisés, sont pourtant dans le quotidien des quartiers populaires : fêtes de quartier, kermesses, négociations avec les bailleurs, rassemblements de parents d'élèves, maraudes solidaires... toutes ces actions s'ajoutent aux espaces plus connus et reconnus que sont les dispositifs participatifs et les mobilisations associatives, syndicales ou artisanales. Ces mobilisations sont rendues difficiles par le manque d'écoute de la part des pouvoirs publics, et les habitants témoignent du fait que, face aux portes fermées, aux fins de non-recevoir, « parfois, on se dit que ça ne sert à rien ». Face à la résignation, il est urgent que les institutions reconnaissent ces mobilisations qui ressortent du terrain, au-delà des espaces participatifs qu'elles mettent en place dans lesquels les habitant-es ne se retrouvent pas forcément.





Nom de la commune
Epinay-sous-Sénart



Date de l'étape
Samedi 4 mai 2024
de 14h à 17h



Thématique
Vivre ensemble



Nombre de participants
Une centaine



Lieu
Maison des Arts et de la Culture (MAC)



Partenaires
Atelier ASL,
associations, bénévoles
de Territoire chômeurs
longue durée (TZCLD),
écoles, collège, lycée.



Étape d'Épinay-Sous-Sénart

Tour de France des quartiers populaires

L'étape spinolienne a rencontré une belle mobilisation intergénérationnelle et un vrai plaisir à effectuer la dictée. Les échanges ont été très riches et ont permis de mobiliser des participants qui n'étaient pas des habitués des rencontres et réunions publiques.

Le vécu des révoltes urbaines par les habitants

À Epinay, entre 20 et 30 jeunes ont été impliqués dans les émeutes, dans une population où près de la moitié a moins de 25 ans. Les réseaux sociaux ont été un catalyseur, les jeunes locaux s'inspirant de ce qu'ils voyaient ailleurs pour agir de même dans leur propre ville, voire « faire pire ». Pour les participants, ce comportement témoigne d'un manque d'attachement à autrui et d'une ignorance des conséquences négatives de leurs actions pour la communauté. La question de l'âge des émeutiers soulève également des préoccupations : Que faisaient ces mineurs dehors la nuit ? La supervision parentale est remise en cause et suscite une incompréhension généralisée.

Les Spinoliens ont, en effet, été profondément choqués par le jeune âge des émeutiers et la violence des actes. Cette constatation a engendré une **rupture significative entre les générations**, accentuant le **sentiment d'impossibilité de dialogue**.

Face à la situation tendue, les habitants ont vécu dans une angoisse palpable. Toutefois, en dépit de ces circonstances difficiles, tous soulignent la solidarité remarquable qui s'est manifestée, notamment de la part des professeurs et des parents. Ensemble, ils ont entrepris de renouer le contact et d'inculquer aux jeunes l'importance du respect du cadre de vie. Bien que l'efficacité de ces efforts reste incertaine, l'objectif était d'encourager la réflexion et de réaffirmer la prise de conscience de l'importance du respect des espaces de vie partagés.

« J'ai été surprise par tant de violences surtout de la part de très jeunes adolescents. Ce qui m'a réconforté, c'est de voir les parents le soir dans les rues. On occupait l'espace pour leur dire que c'était l'espace de tous les habitants qu'ils détruisaient et qu'ils pénalisaient ainsi leurs familles (parents, frères et sœurs) qui allaient galérer pour aller à l'école ou au travail, dans les équipements municipaux. L'objectif était de leur faire avoir une prise de conscience. Je ne suis pas sûre que cela ait beaucoup porté, mais le peu de jeunes touchés et de mamans qui se sont prises en main est une victoire. Cela peut faire avancer la réflexion sur ce que l'on peut faire pour répondre aux jeunes pour qu'ils respectent leur cadre de vie et qu'ils n'aient pas envie de le casser au moindre problème. Cela passe nécessairement par un dialogue entre toutes les parties : les jeunes, les parents, la municipalité, les éducateurs... »

Une habitante du centre-ville d'Épinay-sous-Sénart



« Ce qui m'a marqué c'est de constater un point de rupture générationnelle qui paraît quasiment irrévocable avec des jeunes complètement hermétiques à tout discours d'autorité. Je fais partie de ceux qui ont vécu les émeutes de 1989 et de 1992 à Epinay-sous-Sénart. On avait pu trouver des espaces de médiation pour discuter. Là, il était clair que l'on était dans une expression de violence et de brutalités inouïes ».

Un habitant d'Épinay-sous-Sénart



La façon dont les habitants des quartiers populaires se sentent considérés

Il n'y a pas eu d'expression spécifique sur la façon dont les participants se sentent aujourd'hui considérés par l'État et la société. Les participants ont davantage souligné le fait que la question des quartiers populaires n'est plus traitée depuis des années. La question de l'**autorité**, des **droits** et des **devoirs** a également été évoquée et rattachée à celle de la **parentalité**, en lien l'école. Dans un pays fracturé la question de faire Nation est complexe à mettre en œuvre. La solution vient aussi et d'abord des habitants, de leur volonté à s'impliquer dans la vie quotidienne.

Les participants se sont également exprimés sur leur relation avec la jeunesse. Tandis que certains ont déclaré être dérangés par la présence de jeunes buvant de l'alcool, fumant et vendant de la drogue dans les lieux partagés, d'autres ont souligné l'aide apportée par ces jeunes qui les aident régulièrement en portant, par exemple, leurs sacs.

Deux visions s'opposent également quant au climat au sein de la ville : certains Spinoliens attribuent à Épinay une image de ville « *chaude* », image que d'autres démentent.



« Le problème vient de l'autorité. Ce que veulent dire les jeunes lorsqu'ils font preuve de violence, c'est qu'ils ont besoin de quelque chose. Ils le manifestent par l'action et pas par la parole. L'éducateur spécialisé n'est pas toujours une solution parce que parfois on n'a pas envie de parler à quelqu'un par obligation. On a besoin d'espaces de temps de paroles et d'échanges ».

Une jeune collégienne



Les préoccupations actuelles des habitants, les principaux problèmes rencontrés dans leurs quartiers

Pour certains participants la ville accorde déjà beaucoup d'attention aux jeunes, mais ils perçoivent un manque de volonté de la part des jeunes, soulignant que les parents doivent assumer leurs responsabilités. L'incompréhension des motifs sous-jacents au comportement des jeunes a été soulignée à plusieurs reprises : Est-ce un manque d'affection ? Un sentiment d'exclusion ?

Il est également rapporté que trop de droits sont accordés aux enfants, souvent au détriment de leurs devoirs envers la société. Toutefois, la responsabilité n'incombe pas uniquement aux parents : chaque enfant a son propre caractère et aucun parent ne souhaite que son enfant tombe dans la délinquance. Cette réflexion met en lumière la complexité de la parentalité aujourd'hui et questionne la place de l'autorité dans l'éducation. Une interrogation collective se fait jour quant à l'avenir des jeunes : Quel type d'adultes deviendront-ils ?

Par ailleurs, le rôle de l'école est également évoqué. À Épinay, le système éducatif semble bien fonctionner avec des enseignants impliqués qui peuvent accompagner les parents en cas de besoin et une amélioration du niveau scolaire au collège. Toutefois, cela n'a pas permis d'éviter les émeutes.

Les solutions envisagées par les habitants

Plusieurs pistes de réflexion ont émergé des débats. Toutes tournent autour de la mise en place d'actions de prévention et d'acteurs de terrain au cœur des quartiers :

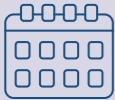
- Remettre des éducateurs de rue / éducateurs spécialisés en place afin qu'ils puissent échanger avec ces jeunes et accompagner les mamans débordées par ces événements
- Proposer des activités aux jeunes pour lutter contre l'ennui et leur permettre de mieux appréhender leur environnement.
- Impliquer les jeunes dans des activités artistiques, telles que le cinéma, le théâtre ou la danse, autant de moyens alternatifs pour aborder les sujets d'actualité.
- Permettre aux jeunes de s'exprimer sur leurs préoccupations et leur ressentis dans le but d'apaiser les tensions et de prévenir la violence.
- Créer des espaces d'expression sûrs où les jeunes peuvent partager leurs pensées et leurs émotions.
- Mettre en place un dispositif « Vis ma vie » afin que les jeunes prennent conscience de l'impact de leurs actions sur les victimes, sur la population et qu'ils assument leur responsabilité.
- Proposer des séances pour apprendre l'empathie aux jeunes dès le plus jeune âge, voire aux parents.





Nom de la commune

Bagneux



Date de l'étape

Samedi 4 mai 2024



Thématique

Famille et Parentalité



Nombre de participants

300 personnes



Lieu

Espace Léo Ferré



Partenaires

Associations jeunesse et centres sociaux-culturels



Étape de Bagneux

Tour de France des quartiers populaires

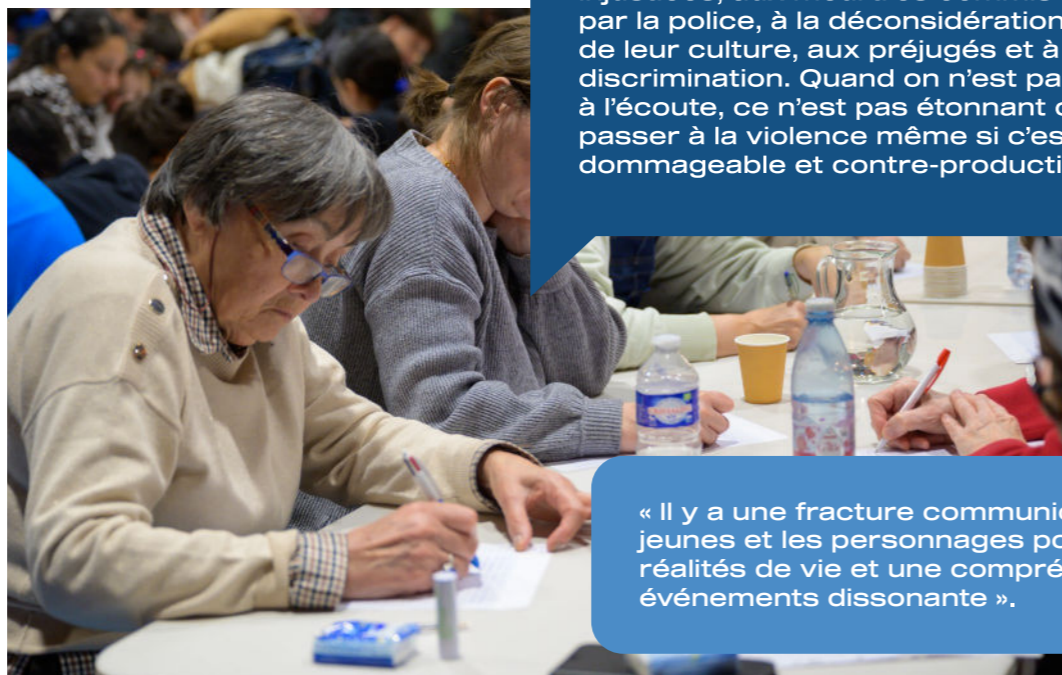
« L'État, le gouvernement ne semblent pas se soucier des quartiers populaires ou, en tous cas, ils n'ont aucune idée des conditions de vie, du pouvoir d'achat, du reste à vivre pour les habitants des quartiers comme à Bagneux ».

Le vécu des révoltes urbaines par les habitants

Les témoignages des participants révèlent une gamme variée de ressentis face aux révoltes de l'été 2023. Beaucoup expriment une forte incompréhension et de l'angoisse face à la destruction de biens collectifs et urbains, tels que les incendies d'écoles ou d'autres structures comme les commissariats (non concernés à Bagneux) et les pillages de magasins. Plusieurs personnes ont ressenti une insécurité accrue dans leurs quartiers. Certains ont été directement affectés, vivant dans des zones où les violences étaient fréquentes. D'autres, bien que moins impactés physiquement, ont été choqués par l'intensité des émeutes et ont ressenti de la frustration face à l'inaction perçue des autorités. La mort du jeune garçon, point de départ des révoltes, a suscité un sentiment d'injustice profond, amplifié par ce qui est perçu comme une fracture entre la jeunesse et les figures politiques.

Certains habitants expriment une certaine sympathie pour les émeutiers, justifiant leur colère face à une société perçue comme injuste et excluante. D'autres, au contraire, dénoncent la violence des révoltes, estimant qu'il existe des moyens plus civilisés pour exprimer son mécontentement. La question de l'écoute et de la prise en compte des revendications des jeunes revient souvent, soulignant un besoin urgent de dialogue et de compréhension intergénérationnelle et sociétale.

« Je ne suis pas étonnée que les personnes se révoltent face aux injustices, aux meurtres commis par la police, à la déconsidération de leur culture, aux préjugés et à la discrimination. Quand on n'est pas à l'écoute, ce n'est pas étonnant de passer à la violence même si c'est dommageable et contre-productif ».



« Il y a une fracture communicative entre les jeunes et les personnages politiques. Deux réalités de vie et une compréhension des événements dissonante ».

La façon dont les habitants des quartiers populaires se sentent considérés

Les retours des participants montrent une forte perception d'abandon et de stigmatisation par l'État. Beaucoup se sentent ignorés, incompris et stigmatisés, avec une absence de sécurité et d'accompagnement des jeunes. Les infrastructures et les services publics sont jugés insuffisants et perçus comme un désengagement de l'État.

Certaines personnes se sentent mieux prises en compte par leur commune que par le gouvernement national. Elles remarquent des efforts locaux pour améliorer la qualité de vie, comme les initiatives sportives et culturelles, mais ressentent une inégalité marquée par rapport aux autres villes plus riches.

Beaucoup estiment que l'État ne comprend pas ou n'a pas la volonté d'améliorer la situation dans les quartiers populaires, avec des politiques souvent inadaptées. La perception de discriminations, que ce soit à l'école ou au travail, renforce ce sentiment d'abandon. Certains ressentent une différence notable dans la qualité des services publics entre les quartiers populaires et les autres zones. Le manque d'écoute et de prise en compte des besoins réels des habitants est fréquemment mentionné. Plusieurs témoignages soulignent que les habitants se sentent comme des citoyens de seconde zone, non considérés par l'État, et critiquent la lenteur dans la mise en œuvre des actions nécessaires.

En résumé, les participants expriment une forte déconnexion entre leurs réalités quotidiennes et les actions de l'État, se sentant souvent marginalisés, ignorés et insuffisamment soutenus face aux défis qu'ils rencontrent.

« L'État met à l'écart les habitants des quartiers populaires et ne prend pas à bras le corps les vrais problèmes du quotidien »

Les préoccupations actuelles des habitants, les principaux problèmes rencontrés dans leurs quartiers

Les retours des participants révèlent une diversité de préoccupations et de problèmes rencontrés dans leurs quartiers. La **sécurité** est une préoccupation majeure, évoquée à travers des problèmes de trafic de drogue, d'agressions, de cambriolages et d'incivilités fréquentes. **L'insalubrité** et la **gestion des déchets** sont également des sujets récurrents, avec des mentions de déjections canines, de rats, et de poubelles en feu. Les difficultés liées à **l'éducation** sont souvent mentionnées, incluant l'absentéisme des enseignants, le stress scolaire des collégiens et le manque de structures adéquates pour les enfants.

« Je suis préoccupée pour l'avenir de mes enfants et leur sécurité, et pour tous les enfants en général. Il y a quelquefois des problèmes d'insécurité et d'incivilité dans les rues de Bagneux ».

Les habitants expriment aussi des attentes vis-à-vis des institutions, comme une meilleure répartition des **services publics**, plus de crèches, et une rénovation des infrastructures. Des préoccupations plus globales sont également présentes, comme la montée des extrémismes, la dégradation environnementale, et les inégalités sociales. Enfin, certains participants mettent en avant des attentes concernant une amélioration du “**vivre ensemble**” et une meilleure gestion de la mixité sociale dans les quartiers.

Quelles solutions avez-vous à l'esprit pour améliorer la situation ?

Les participants ont proposé diverses solutions pour améliorer la situation, en mettant l'accent sur l'**éducation** et l'**engagement collectif**. Ils suggèrent notamment de mieux orienter les jeunes en difficulté scolaire pour leur éviter de décrocher. Plusieurs participants insistent sur la nécessité d'impliquer davantage les parents, ainsi que les associations dans le dialogue avec les jeunes, en proposant des activités culturelles, sportives et sociales visant aussi à les valoriser.

L'importance de la **solidarité** et du **respect mutuel** est soulignée, ainsi que la nécessité de mieux répartir les richesses et d'augmenter les salaires des métiers essentiels.

Enfin, des idées plus spécifiques sont évoquées comme :

- l'installation d'une fontaine musicale,
- la création d'espaces de dialogue interculturels
- l'organisation d'activités mixtes pour renforcer les liens entre les habitants

Le souhait d'un cadre de vie agréable et dynamique est également plébiscité. Certains prônent une fermeté contre l'incivilité et une présence policière plus accrues. **La volonté commune est de créer un environnement plus sûr, plus inclusif et plus solidaire pour tous.**

Être parent, être jeune à Bagneux : qu'est-ce que la ville fait de bien pour vous, pour eux, selon vous ?

La grande majorité des participants expriment une satisfaction générale face aux nombreuses activités et initiatives proposées par la ville, particulièrement pour les enfants et les familles. Les centres culturels, la Maison des Arts et la Maison de la Musique et de la Danse, ainsi que le Club Omnisports de Bagneux (COMB), sont très appréciés. La médiathèque est perçue comme un atout précieux, tandis que des événements comme CopacaBagneux et la fête des vendanges sont largement salués car rassembleurs et fédérateurs. L'arrivée du métro est considérée comme une amélioration majeure, facilitant les déplacements. Les espaces verts et les aires de jeux, soigneusement entretenus selon plusieurs participants, offrent des lieux de détente pour les familles. Est salué aussi l'investissement de la ville pour contribuer à améliorer les transports et les infrastructures sportives. Les enfants profitent de nombreuses activités, incluant le sport et des programmes culturels variés. Les parents louent les initiatives éducatives et les loisirs familiaux. Le tissu associatif, dynamique et diversifié, propose de nombreuses opportunités de participation, qui sont saluées par les participants pour leur inclusivité au même titre que les actions municipales.

« Il faut maintenir des services publics de qualité dans les quartiers populaires ».

« Beaucoup d'activités et d'événements sont proposés. CopacaBagneux est génial, les activités de la médiathèque aussi comme la ludomobile. En tant que parents, nous sommes ravis de ce qui est proposé ».

Certains regrettent le manque de crèches et de places disponibles pour les jeunes enfants. D'autres souhaitent une plus grande diversité dans les commerces et activités. Quelques participants sans enfants se sentent moins concernés par les initiatives municipales.

Malgré ces points à améliorer, les habitants de Bagneux reconnaissent et apprécient les efforts de la ville pour promouvoir une vie sociale et culturelle riche et épanouissante.

« L'Éducation nationale devrait donner plus d'accès à la culture aux jeunes, notamment ceux qui sont en difficulté, et leur faire prendre conscience qu'ils font partie d'un collectif qui s'entraide ».

« La ville investit beaucoup dans l'éducation et le vivre ensemble. Elle intervient régulièrement surtout dans les familles en difficultés financières, malgré le fait que l'État diminue chaque année les aides dans l'éducation »

Quelles sont vos attentes pour mieux accompagner les parents et leurs enfants ? Qu'attendez-vous de la municipalité ? De l'Éducation nationale ?

Les réponses des participants traduisent une volonté générale d'améliorer la qualité de l'Éducation nationale et du soutien aux enfants par des moyens renforcés, une meilleure communication, et des activités enrichissantes.

Les participants soulignent, en premier, la nécessité d'un soutien scolaire accru pour les élèves en difficulté, l'importance de remplacer les enseignants absents, la réduction des effectifs en classe pour améliorer l'enseignement et la mise en place de plus de psychologues en milieu scolaire.

Un accroissement des moyens financiers pour l'éducation, en particulier dans les zones prioritaires, et une revalorisation des salaires des enseignants sont demandés, ainsi que plus de places en crèche pour les jeunes parents. La communication entre parents et enseignants est jugée cruciale, avec des rencontres régulières et des espaces d'échange.

Une prise en charge spécifique pour les enfants en difficulté scolaire est recommandée, avec des attentes élevées vis-à-vis de l'Éducation nationale pour améliorer la coordination et réformer significativement le système éducatif. La création d'une “école des parents” est suggérée pour accompagner ceux ayant des enfants en difficulté.

Les habitants proposent aussi d'enrichir les activités extra-scolaires (jeux de société, clubs de lecture et compétitions intellectuelles).

Les enjeux de sécurité et de prévention sont également soulignés : sensibilisation aux dangers des écrans, enseignement de l'empathie et de la tolérance, développement d'infrastructures sécurisées pour les trajets à vélo...

La mixité sociale et culturelle doit être encouragée pour favoriser la cohésion.





Nom de la commune
Allonnes



Date de l'étape
Vendredi 24 mai 2024



Thématique
Sport



Nombre de participants
90 personnes



Lieu
Esplanade Nelson Mandela



Partenaires
Centre social Gisèle Halimi d'Allonnes et médiathèque d'Allonnes



Étape d'Allonnes

Tour de France des quartiers populaires

« Je me sens mis à l'écart avec un regard vraiment négligé de notre gouvernement. Même si des choses sont mises en place, il y a tout de même ce sentiment étrange de ne pas être comme les autres, d'être une population à part ».

Le vécu des révoltes urbaines par les habitants

Les habitants d'Allonnes présents à la dictée ont majoritairement exprimé un sentiment de « peur », « insécurité », « incompréhension » et « inquiétude ». Ces mots ont été exprimés à plusieurs reprises.

« Cela a été un traumatisme de vivre en direct les incendies dans la nuit. Cela avait un côté comme à la télévision ».

Une peur que cela dure, que ces révoltes entraînent « une révolution » était également présente. Ces sentiments ont évolué au fil des jours débutant avec de l'incompréhension pour aller vers plus d'émotion (peur, colère).

Certains participants qui n'habitaient pas les quartiers concernés imaginaient toutefois la difficulté que cela devait être pour leurs habitants. Même s'ils n'ont pas été touchés directement par la destruction de biens personnels, ils déploraient les actes commis par une « minorité » sur les magasins et même sur le centre social des Glonnières au Mans.

Le rôle des médias a également été souligné.

TV, radio, journaux ont « fait vivre » ces événements en direct engendrant de « l'anxiété », « de la peur pour nous et nos enfants ». Les habitants se sont retrouvés spectateurs de cette violence. Suite à ces révoltes urbaines, les habitants se sont interrogés sur les raisons de cette violence et les motivations de ces jeunes : « Comme un trop plein de problèmes, et peut-être de souffrance », « un effet d'entraînement », de « mode plus qu'une manifestation pour une cause précise ». Certains habitants trouvent également une des explications dans « le manque de démocratie participative, les 49.3 » et le sentiment d'être « les laissés pour compte ». Deux personnes ont évoqué que ces révoltes étaient « utiles dans le sens où les peuples s'expriment et ont le droit de s'exprimer », et que « ces réactions étaient pour se faire entendre malheureusement ». Elles sont la conséquence des tensions qui existaient bien avant : « Cela était prévisible ».

« C'est déplorable. Un manque de respect envers les personnes (associations, élus) qui œuvrent pour améliorer la situation »

« Est-ce que l'État sait même que nous existons ? ».

La façon dont les habitants des quartiers populaires se sentent considérés

Dans le cadre des échanges, la majorité des habitants a exprimé un sentiment de non-considération, de relégation, de « mépris et condescendance ».



Avec des services publics qui souffrent plus qu'ailleurs et une population en difficulté, ces services publics sont nécessaires, quand ils disparaissent, les habitants ont l'impression d'être « oubliés », « délaissés, voir ignorés ».

Ceux qui vivent dans des quartiers populaires évoquent une distance entre l'État et eux. Ils regrettent que ce dernier ne se rende pas compte de certaines réalités, du fait de son éloignement du terrain : « La banlieue est loin du château de l'Élysée ».

La question de la numérisation des services publics a également été évoquée : « Cette numérisation à outrance éloigne les citoyens de l'État », ce qui entraîne le sentiment que l'État n'est pas à la portée de tous, qu'il est fait « pour les riches ».

Dans ce contexte majoritaire de sentiment de délaissement, deux participants ont toutefois exprimé le fait qu'ils se sentaient « accompagnés et suivis par l'État ».

« L'État se concentre sur d'autres sujets oubliant les quartiers populaires comme si nous n'étions pas une composante de la population ».



Les préoccupations actuelles des habitants, les principaux problèmes rencontrés dans leurs quartiers

Les préoccupations des habitants sont nombreuses. La première d'entre elles concerne une vive inquiétude pour l'avenir de leurs enfants, avec notamment la question centrale de l'éducation.

La seconde préoccupation est celle du sentiment d'insécurité lié aux trafics de drogue, à la peur des représailles si les habitants alertent des trafics, de la violence et des rodéos en moto. Les habitants regrettent également les « *incivilités comme les squats, les insultes* », et « *le manque de respect avec des dégradations des lieux publics communs* ».

Enfin, les autres problèmes rencontrés par les habitants concernent le souci de pouvoir régler leurs factures à la fin du mois, de trouver un emploi, d'avoir des médecins, mais aussi le problème d'accès à certains services publics.

« L'Éducation nationale ne peut pas répondre aux attentes et difficultés des enfants car elle n'a pas de moyens suffisants donnés par l'Etat ».

« L'éducation est primordiale pour qu'un cadre soit donné aux jeunes et faire en sorte que les jeunes acceptent ce cadre afin d'éviter la déscolarisation ».



Le sport est-il un outil d'émancipation dans la ville et dans le sport ? La devise olympique est « Plus vite, plus haut, plus fort », quelles autres valeurs portent selon vous le sport ?

Développer le sport est essentiel car il constitue un véritable levier d'émancipation. La pratique sportive est utile pour le développement de soi, pour préserver sa santé, pour « *se défouler* ». Le sport est plébiscité comme outil de lien social, de socialisation et d'intégration.

« Le sport permet de faire du collectif, du commun, avec un cadre et des règles ».



Les solutions envisagées par les habitants

Les habitants ont proposé des solutions très diverses :

- Valoriser et inciter à plus de solidarité
- Déployer plus de présence policière, de caméras et de répressions
- Mieux accompagner les jeunes dans leur scolarité de la primaire jusqu'à l'insertion professionnelle
- Responsabiliser les parents et les enfants
- Remettre en œuvre le plan Borloo et investir dans la croissance des banlieues à travers :
 - le développement des services publics afin de répondre aux besoins et attentes des habitants
 - des quartiers, permettre à chacun de travailler
 - « *faire du beau* » dans les quartiers en termes d'aménagements
- Aider le mouvement associatif car les associations permettent le lien social, le lien entre les habitants
- Continuer à faciliter l'accès à la culture et au sport comme le fait la Mairie
- Développer l'écoute et la prise en compte des avis des citoyens

À Allonnes, les Jeux Olympiques et Paralympiques ont représenté une occasion unique de faire vivre à tous un grand été de sport et de développer la pratique sportive au sein des quartiers. Derrière le sport, il n'y a pas uniquement le dépassement de soi, la compétition, il y a aussi l'acquisition d'une éducation fondée sur les valeurs olympiques : amitié, respect, excellence.

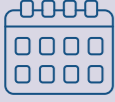
Le sport c'est aussi « *la solidarité, le respect, le lien social* » et « *le collectif* ». Une des responsables de la FSGT, nous a évoqué que le slogan de leur fédération était « *L'adversaire est l'ami qui me fait progresser.* » Les autres ne sont donc pas des adversaires, mais ils nous sont utiles pour avancer. Nos différences sont une richesse.

« Il devrait être développé partout y compris à l'école ».

« Néanmoins, le sport n'est pas à lui seul le seul remède, il est le reflet de notre société ».



Nom de la commune
Colombes



Date de l'étape
Samedi 25 mai 2024



Thématique
Le lien entre les familles
et les écoles



Nombre de participants
Une centaine



Lieu
Colombes - Cour de
l'école Charles Péguy
(quartier prioritaire
Grèves Petit)



Partenaires
La Cité éducative,
Le PRE



Étape de Colombes

Tour de France des quartiers populaires

« Il n'y a pas assez de place pour les stages de révision de l'aide aux devoirs. Il faudrait beaucoup plus de groupes, après l'école et jusqu'au lycée ».

Cette étape organisée à Colombes a réuni une centaine d'habitants autour de la dictée citoyenne organisée par l'association La Dictée pour Tous. De nombreux échanges ont eu lieu autour de la thématique du lien entre les familles et les écoles et la question du travail personnel des élèves.

Les défis de la communication entre les familles et l'école

Lors des échanges, le constat partagé par l'ensemble des parents est qu'il est difficile d'avoir des interactions avec l'école. Les familles expriment notamment un manque de connaissance et d'accompagnement quant à la question de l'orientation des jeunes dans la vie professionnelle.

Les habitants aspirent cependant à une reconnaissance et ressentent le désir de prouver que les réussites sont possibles dans les quartiers populaires malgré les préjugés.

« On ne sait pas comment faire pour Parcoursup, on ne connaît pas les orientations et on ne peut pas aider nos enfants. Le lycée ne vous aide pas assez ».



La façon dont les habitants des quartiers populaires se sentent considérés

Au cœur des préoccupations des familles figurent les difficultés liées à la réussite scolaire de leurs enfants. Les propositions actuelles de l'Éducation nationale, de la commune et des centres sociaux sont jugées insuffisantes par les habitants pour répondre à leurs besoins en matière de périscolaire et de loisirs des enfants.

De plus, la difficulté d'accès aux structures de loisirs en raison de l'éloignement de ces dernières et du manque de places est ressortie des échanges. Les familles réclament des solutions plus adaptées à leurs besoins, privilégiant la proximité et la simplicité.



Les préoccupations actuelles des habitants, les principaux problèmes rencontrés dans leurs quartiers

Les préoccupations exprimées par les habitants sont liées à la fois à leur vie quotidienne dans le quartier (drogues, accès aux soins, incivilités, logements) et à un ressenti plus général de déclassement et d'oubli par les politiques publiques.

Le constat général est celui d'un manque de propositions de proximité pour les jeunes et ce ressenti a notamment été renforcé par la difficulté d'accès aux services publics.

Concernant le volet **santé**, la situation de l'accès aux soins dans les quartiers populaires est préoccupante, notamment en ce qui concerne la santé mentale et les soins paramédicaux, qui restent largement insuffisants.

La question du **travail personnel des élèves** a également été soulevée. Les parents ont exprimé une difficulté à se préoccuper du travail personnel de leurs enfants à la maison. Cela nécessite du temps et de l'attention. Or, les parents sont parfois amenés à en manquer. Les mères de famille ont exprimé ainsi ressentir une certaine pression quant au temps de travail personnel de leurs enfants, mais se retrouvent en difficulté car elles doivent également s'occuper d'autres tâches quotidiennes.



« Le soir c'est dur, il faut tout faire plus les devoirs. On ne veut pas lâcher, mais c'est fatigant ».



Les solutions envisagées par les habitants

Si les habitants de la ville de Colombes ont exprimé des préoccupations, ils ont également été amenés à formuler des propositions afin de renforcer le lien qui unit l'école et les familles.

Parmi ces solutions, voici celles émises par les Colombiens et Colombiennes :

- Renforcement de la présence de proximité des services publics
- Création de structures jeunesse afin d'encadrer et d'accompagner les jeunes dans la réalisation de leurs projets.
- Renforcement de l'offre autour de l'aide à la scolarité en incluant les familles
- Poursuite des actions d'ouverture et de lien vers les familles initiées par la Cité éducative
- Renforcement de la communication sur les actions menées pour les faire connaître et inciter les personnes à participer aux projets : Cité éducative, café des parents, actions au sein des établissements scolaires...
- Continuer à faciliter l'accès à la culture et au sport comme le fait la Mairie.
- Développer l'écoute et la prise en compte des avis des citoyens





Nom de la commune
Cachan



Date de l'étape
Samedi 1^{er} juin 2024
à 16h



Thématique
Lutte contre le racisme



Nombre de participants
Une centaine



Lieu
Gymnase du groupe scolaire La Plaine



Partenaires
Associations jeunesse et centres sociaux-culturels



Étape de Cachan

Tour de France des quartiers populaires

« Les préoccupations du Gouvernement aujourd'hui ne sont pas celles du peuple ».

Cette étape organisée à Cachan a réuni une centaine d'habitants autour de la dictée citoyenne lue par Jean-Marie Bagayoko, journaliste reporter pour TF1. Les échanges ont été nombreux autour du sujet de la lutte contre le racisme, tant après la dictée qu'en amont de cette dernière autour de panneaux installés pour recueillir la parole des habitants

Le vécu des révoltes urbaines par les habitants

Un an après les émeutes, beaucoup d'interrogations demeurent au sein de la population sur :

- la façon dont ces événements auraient pu être évités,
- les raisons pour lesquelles elles se sont produites,
- les solutions à trouver pour éviter que cela ne recommence.

Le constat partagé par la population est celui d'une inquiétante fracture sociale avec une jeunesse qui manque d'horizons, de formation et qui vit dans un sentiment d'inégalité.

L'inquiétude et le sentiment d'insécurité, ressentis au moment des événements, sont encore présents.

« Comme les pouvoirs publics et le gouvernement n'écoutent pas, c'était le dernier recours ».



« Cela fait peur car cela peut exploser de nouveau à tout moment ».

La façon dont les habitants des quartiers populaires se sentent considérés

Le sentiment général exprimé par les habitants de Cachan est celui d'un manque de considération pour les habitants des quartiers et d'une déconnexion des représentants de l'Etat avec les réalités du terrain.

Un réel attachement au service public de proximité a été souligné, mais un éloignement avec « l'Etat avec un grand E » dans lequel les habitants se reconnaissent de moins en moins. Une attente d'action de l'Etat en matière de lutte contre le chômage, de pouvoir d'achat, d'emploi des jeunes, mais aussi de prise en compte du vieillissement de la population a été exprimée.



« Ils sont à 1000 lieues de la vie réelle des Français ».

Les préoccupations actuelles des habitants, les principaux problèmes rencontrés dans leurs quartiers

Les habitants expriment des préoccupations liées à la fois à leur quotidien dans le quartier (drogues, logements, écoles) et à un ressenti plus général de déclassement et d'abandon par les pouvoirs publics.

Sur le volet sécurité, le sujet des points de deals en bas des immeubles et des nuisances nocturnes (tirs de mortier, bruit à proximité des logements...) a été évoqué tout comme l'insuffisance des effectifs de police et leur refus de se déplacer.

« Je ressens un véritable sentiment de cloisonnement, alors que tout est fait pour décroisonner ».

Les solutions envisagées par les habitants

À l'occasion des échanges, les Cachanais ont été forces de propositions avec des solutions qui s'articulent autour du cadre de vie, du mieux vivre ensemble, de la considération des habitants des quartiers populaires et d'une approche préventive et de proximité de la sécurité :



Services publics

- Donner plus de moyens pour les services publics locaux
- Dans les services publics, remplacer le « *tout numérique* » par des relations humaines (maison de service)



Cadre de vie

- Installer des bancs pour favoriser les échanges



Vivre ensemble

- Mettre l'humain comme 1^{er} facteur pour toute décision
- Valoriser et développer la fraternité et la solidarité
- Mieux considérer les gens en évitant les ghettos et en mélangeant la population
- Proposer des cours de philosophie
- Développer l'apprentissage du français pour favoriser l'intégration
- Punir plus sévèrement les actes racistes en légiférant plus durement à ce sujet



Sécurité/Prévention

- Mettre en place des rondes policières de nuit
- Ne pas armer les policiers municipaux
- Revenir à une police de proximité

« Investir pour son peuple plus que pour impressionner le monde (#JO2024) ! »

La lutte contre le racisme

« Le racisme, c'est quand des personnes ont le droit de faire quelque chose et d'autres pas, ce qui les met en colère. Nous n'avons pas les mêmes droits ».

Anas (8 ans)



Le sentiment partagé est celui d'une banalisation du racisme dans la société, un racisme qui traverse toutes les générations, qui est devenu systémique. Le débat sur l'immigration a notamment conduit à un racisme décomplexé sur les réseaux sociaux et dans les médias.

Au quotidien, les habitants sont confrontés au racisme dans des actes de la vie courante : « *Le nom de famille reste un obstacle pour obtenir ou non un logement* ». Ils expriment une volonté « *d'armer* » leurs enfants pour faire face à ces discriminations et de dialoguer, d'échanger pour les combattre.



« Il faut expliquer qu'il existe de multiples formes de racisme, que la différence est une force. L'école est le lieu et la clé pour apprendre, être sensibilisé et sortir armé pour affronter le monde ».



Nom de la commune
Le Kremlin-Bicêtre



Date de l'étape
Mercredi 19 juin 2024



Thématique
Citoyenneté



Nombre de participants
120 personnes



Lieu
École Benoît Malon



Partenaires
Mme Ferreira,
sophrologue RNCP
Association de parents
KB-API
Police municipale de
proximité



Étape du Kremlin-Bicêtre

Tour de France des quartiers populaires

Cette étape réalisée dans la commune du Kremlin-Bicêtre a réuni environ 120 participants autour de la dictée citoyenne initiée par Ville & Banlieue et en partenariat avec La Dictée pour Tous. Cet événement a permis aux personnes présentes d'échanger autour du sujet de la citoyenneté et d'exprimer leurs volontés pour l'avenir.

Le vécu des révoltes urbaines par les habitants

À la suite du décès de Nahel Merzouk, un adolescent de 17 ans tué par un policier pour un refus d'obtempérer, de nombreux mouvements de protestation urbaine ont éclaté dans toute la France du 27 juin au 7 juillet 2023.

Cependant, la ville du Kremlin-Bicêtre n'a pas été directement impactée par les révoltes urbaines de 2023. En effet, il n'y a aucun souvenir palpable de dégradation et/ou mode d'expression constaté sur la ville, lors de ce passage médiatique.

Les origines de ces révoltes urbaines, très intenses, suscitent des interrogations chez les responsables politiques invités à réfléchir à de nouveaux moyens de soutenir la jeunesse face aux nombreux défis qu'elle rencontre.



« On a vécu ça de loin ».

« Ce n'est pas normal de tirer sur les gens... On n'est pas en Amérique ».



« On est comme tout le monde en fait ! ».

Il est question d'accompagner la jeunesse dans un cadre de confiance et d'exemplarité, quels que soient nos statuts. Ces interventions ont laissé une place à l'importance du dialogue et de l'écoute. Mais également à la critique d'une police nationale qui aujourd'hui « est en roues libres ». Alors que ce métier doit permettre d'assurer une sécurité et pas l'inverse, « ce n'est pas normal de craindre la police ».

Du fait de l'absence d'actes d'incivilité constatée lors de cette période, la population se réjouit du climat d'entente présent sur la ville. Elle reste en questionnement sur les compétences de la ville à assurer le suivi et l'accompagnement de l'enfant à partir du collège. Une question surgit sur la responsabilité du parent et sa légitimité à éduquer de manière plus ferme. En effet, l'éducation se joue sur un fil entre la droiture familiale et la loi, qui par moment se retourne contre le parent qui perd ses moyens face aux situations et se sent isolé en matière de parentalité.

La façon dont les habitants des quartiers populaires se sentent considérés

La dimension politique des événements de juillet 2023 est soulignée par le public. Ces manifestations urbaines expriment un sentiment d'injustice et de colère dans les quartiers considérés comme « populaires ».

Les habitants de ces territoires prennent l'État et les services publics comme responsables de leur marginalisation. Ils considèrent que les devoirs et les idées d'égalité ne sont pas honorés par la République. Ainsi, le ressenti de colère et d'injustice va bien au-delà du simple contexte des liens entre les jeunes et les forces de l'ordre. La ville du Kremlin-Bicêtre n'échappe pas à cette généralité. Les habitants des quartiers populaires ne se sentent pas spécialement représentés à l'échelle de la société. D'après les participants au débat, il existe une cassure entre les catégories de personnes. Ces catégories ne sont pas réellement ciblées, on parle aussi bien de rang social, d'âge, de secteur d'habitation, d'origine, de mœurs...

De ce fait, sur un même territoire, il est dit qu'il y a plusieurs profils qui animent la ville mais qui ne se connaissent pas vraiment pour autant. Par conséquent, le vivre-ensemble est légèrement biaisé, c'est plutôt « chacun dans son coin ». Les habitants des quartiers populaires expriment, par la même occasion, la nécessité de devoir faire « plus que les autres » pour obtenir un soupçon d'égalité des chances.



Les préoccupations actuelles des habitants, les principaux problèmes rencontrés dans leurs quartiers

Les habitants expriment un besoin de développement et d'amélioration quant à leur environnement d'habitation : logement vétuste et/ou non adapté à la composition familiale, secteur d'habitation « isolé », manque de vie, de commerces, d'accessibilité et de transports...

Les jeunes n'ont pas de moyen d'expression et/ou de leviers pour y parvenir. Ils expriment un manque de dialogue et d'écoute. Pour autant, durant cet échange il est présenté plusieurs dispositifs et actions mises en place par le jeune et/ou pour le jeune.

Une jeune personne du public a pris la parole et évoqué une association lycéenne, dont elle fait partie, qui tente d'améliorer la vie des étudiants, mais qui, finalement, ne connaît pas la notoriété souhaitée, car selon ses propos : « *Le public jeune ne se sent pas concerné et a très certainement d'autres priorités* ».

La ville expose les dispositifs en direction de la jeunesse qui sont inscrits dans le cadre du Projet Éducatif du Territoire, tels que la bourse à l'émancipation, le conseil municipal des jeunes, une attention prioritaire à l'éducation.

Aussi, l'une des plus grandes préoccupations des quartiers populaires est le taux de chômage. Ce phénomène touche non seulement des « *non-diplômés mais aussi des jeunes qualifiés* ». La précarité des missions et des statuts proposés est également soulignée : elle entraîne des situations « *d'exclusion sociale et de discrimination* ».

Les solutions envisagées par les habitants

De manière globale, les participants expriment le fait qu'il fait bon vivre au Kremlin-Bicêtre : « *La ville fait plein de choses* ».

Durant les échanges, les habitants ont proposé d'investir davantage la jeunesse dans les prises de décision sur le territoire et de créer des instances de réflexion-proposition-décision par la jeunesse et pour la jeunesse.

Il est dit qu'il ne faut pas compter uniquement sur la commune pour accompagner les jeunes, mais investir de manière plus participative et partenariale l'ensemble du tissu éducatif du territoire : école, association, ville... Mais quoi qu'il en soit, le parent doit être acteur de tout cela : « *On s'éduque* ».

De manière beaucoup plus large, il faudra également soutenir les actions portées par les jeunes issus des quartiers populaires qui permettent d'avoir un autre regard sur ces territoires.

« Il faut aussi lutter contre le surcontrôle (contrôle abusif) des jeunes issus des quartiers ».



Organisation du débat sur la citoyenneté

Trois questions clés ont également servi à alimenter le débat entre les citoyens :

- Selon vous, qu'est-ce que la citoyenneté ?
- Pourquoi c'est important d'être citoyen ?
- Qu'est-ce qu'on attend de la citoyenneté, que peut-on apporter à la citoyenneté ?

À ce sujet de la citoyenneté, il est ressorti que la démocratie reste en lien avec la citoyenneté, mais qu'à notre époque, la notion de citoyenneté perd de son sens. Une autre réponse à la définition de la citoyenneté est liée à la devise de la République française : « *Liberté Égalité Fraternité* »

« *Nous sommes des citoyens, mais uniquement sur le papier* », s'insurge un habitant qui a la sensation qu'être un citoyen c'est un mot qui rassure, mais qui finalement n'a pas réellement de valeur. La citoyenneté ramène directement aux droits et aux devoirs.

« *Nous sommes régis par des droits et des devoirs* », rétorque un habitant. Pour lui, le citoyen a de plus en plus de devoirs qui ne s'équilibrent pas avec l'accès et l'application au droit. Nous comprenons alors qu'il évoque une justice à deux vitesses.

Dans ce propos résonne un sentiment de rejet. Selon cette participante, la majorité des décisions prises par le gouvernement est réfléchi et décidée par une minorité de personnes qui ne connaissent pas la réalité de la vie dans les banlieues.

« *À quoi ça sert de voter aujourd'hui ?* ». C'est une question posée lors du débat par un jeune qui revient quant à lui sur la révolte des gilets jaunes qui n'a eu aucun effet sur l'expression d'une nation mobilisée et révoltée. Ce mouvement, qui dans un premier temps se voulait être une manifestation pacifique placée sur des ronds-points et s'est transformée en émeute hebdomadaire durant une année par le peuple et pour le peuple.

« Il ne faut pas être étonné lorsque plus personne ne vote... Plus personne ne se reconnaît dans la politique ».



Nom de la commune
Marseille



Date de l'étape
Samedi 22 juin 2024



Thématique
Liberté et émancipation



Nombre de participants
40 personnes



Lieu
Hémicycle de l'Hôtel de Ville



Étape de Marseille

Tour de France des quartiers populaires

« Le choix de la France est lié au fait qu'il s'agit du pays des droits de l'Homme. Chaque femme doit pouvoir s'extraire de sa condition, de ses limites, de sa famille, de sa religion ».

Cette étape organisée à Marseille a réuni une quarantaine d'habitants autour de la dictée citoyenne organisée par l'association La Dictée pour Tous. De nombreux échanges ont eu lieu autour de la thématique de la liberté et de l'émancipation.

La rencontre a commencé avec une lecture du livre *La cause des femmes* de Gisèle Halimi, et les participants ont échangé autour de la cause féministe ainsi que des nombreux combats qu'elle a menés tout au long de sa vie. Nombreux sont ceux qui ont été inspirés par l'espoir que ce texte transmet au sujet de cette cause.

La façon dont les habitants des quartiers populaires se sentent considérés

Lors de cet événement, les participants ont abordé le caractère isolant des quartiers populaires, et plus particulièrement l'enclavement et les difficultés spécifiques auxquelles ces quartiers font face.

« Sortir du quartier est une forme de liberté, tout comme partir de son pays ».



Tous ont leur parcours partagé d'exil, empreint d'espoir et de détermination. En quittant leur foyer, ils aspiraient à une vie meilleure, motivés par le désir d'améliorer leur quotidien et de saisir de nouvelles opportunités.

Les préoccupations actuelles des habitants, les principaux problèmes rencontrés dans leurs quartiers

À l'occasion de cette rencontre, le texte de Gisèle Halimi a été choisi pour de multiples raisons, notamment parce qu'il retrace son parcours en tant que femme en quête d'émancipation.

Les propos de l'auteure n'ont pas pris une ride, la question de la place des femmes, de l'importance du parcours scolaire est toujours un combat à mener et un but à atteindre.



« Ce texte est intemporel, il fait écho à l'actualité ».

« Ouvrir les horizons permet de se projeter, de voir plus loin, d'où l'importance du voyage et de la mobilité ».

« L'émancipation est un combat contre les stéréotypes ».

Les solutions envisagées par les habitants

Si les habitants de la ville de Marseille ont exprimé des préoccupations, ils ont également été amenés à formuler des propositions afin de mettre en avant la liberté et l'émancipation, et en particulier celles des femmes.

Pour cela, les participants estiment qu'il est important de mettre en valeur des femmes qui ont réussi en montrant leur parcours afin de se rendre compte que la réussite est possible.



« Gisèle Halimi est une figure inspirante pour les femmes de la Méditerranée et du Maghreb ».

Cela passe également par l'accompagnement des femmes dans le but de les aider à sortir de leur condition, en leur proposant des activités valorisantes, en les écoutant et considérant contribue à leur émancipation.

« Il est important d'inciter les femmes des QPV à participer à ce genre de moment, en les faisant participer à l'organisation. Peut-être qu'elles auraient davantage envie de venir ».



En résumé

Pour réussir, il faut s'en sentir capable : comment peut-on valoriser les habitants et notamment les habitantes des quartiers populaires ? Plus que de montrer les images des émeutes et de ne parler des banlieues que quand il y a des problèmes, nous pourrions parler des réussites, de ceux qui ont réussi leurs parcours d'émancipation.

Une grande partie des habitants des quartiers populaires ont déjà réalisé un parcours, celui de l'immigration. Alors qu'ils ont eu le courage du voyage, la banlieue les enferme : comment désenclaver les quartiers ? Le témoignage de ceux qui ont réussi à partir, peut rendre la réalisation de ce parcours réalisable par toutes et tous.

« Ce texte met à l'honneur les femmes et ce lieu (hémicycle) nous met à l'honneur ».





Nom de la commune
Trappes



Date de l'étape
Samedi 8 juin 2024



Thématique
Cultures



Nombre de participants
300 personnes



Lieu
École Jean Cocteau



Étape de Trappes

Tour de France des quartiers populaires

« On a l'impression qu'on n'existe pas, qu'on est juste des chiffres dans des rapports ».

Un habitant du quartier des Merisiers

Cette étape réalisée dans la commune de Trappes a réuni environ 300 participants autour d'une dictée citoyenne suivi d'un temps d'échanges. À l'initiative de Ville & Banlieue, en partenariat avec La Dictée pour Tous, cet événement a permis aux personnes présentes d'échanger autour du sujet des cultures et sur leurs ressentis.

Le vécu des révoltes urbaines par les habitants

Les révoltes urbaines ont laissé un sentiment de **dénuement** et d'**insécurité** chez de nombreux habitants de Trappes. Pendant plusieurs jours, ils ont été témoins de scènes de violence à proximité de leur domicile, se demandant quand la situation allait s'apaiser.

« J'ai vu des jeunes en colère, tout près de chez moi, et je ne savais pas si ça allait dégénérer encore plus ».

Une résidente du quartier des Merisiers

Beaucoup se sont sentis **impuissants**, pris entre le chaos de la rue et une réponse des autorités parfois trop tardive. Les habitants ont redouté pour leur sécurité, mais aussi pour celle de leurs enfants. « *J'étais inquiet de voir mon fils sortir le soir, on ne savait jamais ce qui pouvait se passer* », raconte un père de famille.

Pourtant, au-delà de la peur et de l'inquiétude, certains ont ressenti, pour la première fois depuis longtemps, qu'on parlait enfin d'eux. Les révoltes ont mis en lumière les inégalités et les discriminations quotidiennes vécues par une partie de la population, en particulier les jeunes issus de quartiers populaires.

Le sentiment d'invisibilité, souvent dénoncé par les habitants, a été temporairement levé, bien que les révoltes aient montré de façon brutale les frustrations accumulées.

Ces événements ont mis en exergue un besoin criant de reconnaissance et de justice sociale, mais aussi le besoin de tous de vivre en paix. « *C'est triste d'en arriver là, mais on n'a plus le choix, il faut que ça change* », conclut une mère de famille, espérant que ces crises puissent mener à un dialogue apaisé et des réponses concrètes.

« Ça fait mal de voir sa ville dans cet état, mais au moins, maintenant, on ne peut plus ignorer ce qu'on subit ».

Un jeune homme



« Ici, quand on a besoin d'aide, il faut toujours se battre deux fois plus que les autres ».

Une mère de famille

entendus et pris en compte dans les décisions qui les concernent directement. « *On aimerait juste que notre voix compte, qu'on nous écoute pour une fois* », affirme un jeune. La reconnaissance des réalités de leur vie quotidienne, ainsi que des politiques publiques plus justes et inclusives, sont au cœur de leurs attentes.

Ce **besoin de considération** va bien au-delà des seules questions matérielles : il s'agit d'une demande de respect et de dignité. Les habitants des quartiers populaires et particulièrement les jeunes, veulent être traités avec la même attention et les mêmes droits que les autres citoyens, sans préjugés ou discriminations.

Les préoccupations actuelles des habitants, les principaux problèmes rencontrés dans leurs quartiers

Les habitants des quartiers populaires de Trappes expriment des préoccupations concrètes liées à leur quotidien, en tête desquelles se trouve l'accès à un logement digne et adapté. Beaucoup dénoncent l'état déplorable des logements gérés par certains bailleurs, notamment Valophis, qui est très présent à Trappes. Les problèmes d'humidité, de moisissures et de dégradations non prises en charge sont récurrents.

« Nos murs sont pleins d'humidité, mes enfants tombent malades à cause de ça. On a signalé le problème plusieurs fois, mais aucune réparation n'a été faite ».

Une résidente du quartier de la Commune de Paris

Ce manque de réactivité des bailleurs pour les réparations renforce le sentiment d'abandon chez les habitants. Ils réclament une **meilleure gestion des logements sociaux** et un suivi plus rigoureux des réhabilitations. « *Si les bailleurs réagissaient plus vite, on vivrait mieux. Parfois, il faut des mois pour réparer une fuite ou régler des problèmes d'humidité* », témoigne un habitant du quartier Jean Macé. Les habitants espèrent également une politique de construction de logements plus adaptée aux familles nombreuses, afin d'éviter la surpopulation dans des appartements trop petits.

« Trouver un emploi stable, c'est devenu mission impossible. On a beau avoir un diplôme, on est toujours les derniers embauchés ».

Un jeune adulte du quartier Jean Macé

La **réussite scolaire** des enfants est également une préoccupation majeure pour les familles. De nombreux parents se sentent impuissants face aux difficultés de leurs enfants à l'école, souvent liées à un manque de moyens, de suivi personnalisé ou de dispositifs d'accompagnement.

Les familles aspirent à un **système éducatif plus qualitatif**, qui permette à chaque enfant de réussir, quel que soit son milieu social. Par ailleurs, la présence policière dans les quartiers est de plus en plus faible, ce qui inquiète les habitants. Ils déplorent l'absence de la police dans la vie quotidienne et le sentiment d'insécurité qui en résulte.

Cette absence de proximité avec les forces de l'ordre alimente un climat d'insécurité, notamment pour les familles.

Enfin, l'accès à l'emploi et les difficultés liées au **pouvoir d'achat** restent au cœur des préoccupations. Dans un contexte économique tendu, les habitants des quartiers populaires sont particulièrement touchés par la précarité et le chômage.

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter, rendant le quotidien encore plus difficile pour les foyers aux revenus modestes. Face à ces problématiques, les habitants attendent des **réponses concrètes et rapides**, que ce soit en matière de logement, d'éducation, de sécurité ou d'emploi, pour améliorer leur cadre de vie et retrouver une dignité souvent bafouée.

« Il faudrait des cours de soutien gratuits dans tous les quartiers, en plus de l'aide aux devoirs déjà existante. Ça aiderait nos enfants à ne pas décrocher ».

Une mère du quartier des Merisiers

Les solutions envisagées par les habitants

Face aux difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent, les habitants des quartiers populaires de Trappes ne manquent pas d'idées pour améliorer leur cadre de vie. L'une des solutions les plus souvent évoquées concerne l'accès à des logements décentes et adaptés aux besoins des familles. Les habitants demandent une meilleure gestion des logements sociaux et un suivi plus rigoureux des réhabilitations. Sur le plan de la réussite scolaire, les parents insistent sur la nécessité d'un soutien accru à l'éducation de leurs enfants. Ils préconisent un renforcement des moyens éducatifs, notamment avec des dispositifs d'accompagnement scolaire pour les élèves en difficulté.

La question de l'expérience des enseignants affectés à Trappes et du remplacement des enseignants absents est également une priorité pour les habitants.

Concernant la **sécurité**, les habitants demandent une présence policière plus régulière et visible, mais aussi une approche plus humaine. Ils réclament une **police de proximité** qui connaisse le quartier et les problématiques locales, capable de prévenir les tensions plutôt que d'intervenir uniquement en situation de crise. Pour beaucoup, cela permettrait de restaurer la confiance entre les habitants et les forces de l'ordre, tout en améliorant le sentiment de sécurité.

Enfin, l'accès à l'emploi et à des revenus stables est une priorité pour de nombreux habitants. Ils plaident pour des dispositifs de **formation professionnelle** adaptés aux besoins du marché du travail et accessibles aux jeunes comme aux adultes en reconversion. « *Il faudrait plus de formations dans des métiers qui recrutent, et pas seulement pour les jeunes, mais aussi pour ceux qui veulent se reconvertir* », suggère un père de famille. De plus, certains mettent en avant la nécessité de créer des partenariats entre les entreprises locales et les habitants, afin de favoriser les embauches au sein même des quartiers.

Les solutions envisagées par les habitants sont à la fois pragmatiques et ancrées dans leur quotidien. Elles témoignent d'une volonté d'améliorer leur qualité de vie, mais aussi d'une demande forte de justice sociale et d'égalité de traitement.

« On voit moins de patrouilles, et pourtant les rodéos motos et les trafics augmentent. On se sent abandonnés »

Un habitant du quartier de l'Aérostat

Organisation du débat sur les cultures

Trois questions clés ont servi à alimenter le débat entre les citoyens :

- Comment la culture peut-elle permettre aux enfants de réussir ?
- Comment rendre la culture plus accessible dans les quartiers ?
- Comment faire de la culture un outil d'expression citoyenne ?

Pour l'ensemble des participants, la culture permet une ouverture sur le monde en offrant une meilleure connaissance de ce qui les entoure, ce qui enrichit leur vision et leur compréhension. Cela représente une façon de s'instruire autrement, à travers la lecture, le cinéma, ou d'autres formes d'art. La culture permet aux enfants de développer des compétences variées qui ne sont pas toujours enseignées dans les cadres académiques. Elle développe des qualités essentielles telles que la créativité, la curiosité et l'esprit critique, des atouts précieux pour leur avenir scolaire et professionnel. Elle joue un rôle dans la socialisation et la tolérance notamment parce qu'elle permet de comprendre les différences, favorisant la socialisation et le respect des autres. L'un des participants s'est également exprimé sur le fait qu'exposer les enfants à la culture leur permet de mieux gérer leurs émotions et d'atteindre un épanouissement personnel, qui sont des éléments clés pour leur réussite future.

Pour rendre la culture plus accessible, il est important d'améliorer la communication sur les activités culturelles notamment par le biais d'affichage dans les espaces publics.

Les participants souhaitent l'organisation d'événements culturels plus proches des habitants, en mettant en avant la multiculturalité de Trappes à travers des journées de lecture, des débats et des concours d'éloquence. Ils estiment également qu'il serait intéressant de revoir les tarifs des activités culturelles et d'offrir des places gratuites lors de certains événements pour les élèves des collèges et lycées. Des suggestions telles que la mise en place de bibliobus et l'organisation de journées culturelles thématiques ont été recueillies pour faciliter l'accès aux musées et monuments de la ville. Les participants ont également mentionné l'importance d'encourager les créations artistiques des jeunes et leur offrir une visibilité dans les lieux culturels de la ville.

En favorisant la participation de tous à travers des espaces d'expression variés, tels que les cafés-débats, les assemblées citoyennes et les cahiers de doléances, la culture peut devenir un véritable levier pour renforcer la démocratie participative. Ces initiatives permettent non seulement de recueillir les opinions des habitants sur les enjeux qui les concernent, mais aussi de favoriser le dialogue et de renforcer le lien social. En organisant des concours d'éloquence ou de talents, la diversité des profils sera valorisée et le sentiment d'appartenance à la ville renforcée.

Ces idées visent à rendre la culture accessible et à faire d'elle un véritable moteur d'émancipation et de réussite pour les habitants, en particulier pour les enfants et les jeunes des quartiers populaires.

L'Association des Maires Ville & Banlieue de France existe depuis 1983, elle est contemporaine de la « politique de la ville » et fédère un réseau d'élus de toutes sensibilités politiques sur l'ensemble du territoire national.

VILLE & BANLIEUE

Découvrez-en plus sur
www.ville-et-banlieue.org

